

Un plan simple pour sauver le monde (deuxième partie)

Partage international n° [195](#) - Novembre 2004

par Jeffrey D. Sachs

Dans notre précédent numéro, Jeffrey Sachs montre comment les pays en développement pourrait vaincre la pauvreté avec l'aide des nations riches - aide à la fois altruiste et au service de nos propres intérêts, garantissant un monde plus sûr et plus pacifique.

Comment réajuster la position américaine

Il nous faut réévaluer radicalement la conduite des Etats-Unis dans le monde. Je ne voudrais pas me contenter de proposer quelques règles, qui n'auraient aucune chance de répondre aux exigences globales qui nous attendent, mais me fondant sur mes voyages dans plus de cent pays et sur mes expériences de conseiller auprès de dizaines de gouvernements, quelques réflexions clés sur notre monde, nos espoirs, et les occasions que nous avons systématiquement manquées dans nos dernières mésaventures.

1. Nous ne sommes pas en guerre (si ce n'est avec nos propres démons).

Thomas Friedman, journaliste au *New York Times*, avait vu dans l'attaque terroriste du 11 septembre le commencement d'une troisième guerre mondiale, tandis que, pour notre gouvernement, naturellement, c'était le début d'une guerre ouverte au terrorisme. Autant d'idées qui étaient non seulement fausses, mais qui risquaient d'elles-mêmes de se transformer en réalités autodestructrices. Ce qui se produisit, d'une certaine façon, lors des attentats de Madrid. Lorsque les Etats-Unis décidèrent de répondre au 11 septembre en lançant une guerre contre l'Irak à partir d'informations fausses sur l'existence d'armes de destruction massive (ADM) et de liens avec Al Qaïda, l'Espagne nous rejoignit dans notre erreur et fut brutalement frappée par le terrorisme islamique. La violence avait monté d'un cran, non seulement à Madrid, mais comme en témoignait aussi la recrudescence des bombardements en Afrique de l'Est, au Moyen Orient et en Asie. Notre guerre

contre le terrorisme a eu davantage pour effet d'attiser la violence que de l'apaiser.

Avant qu'il soit trop tard, comprenons que nous ne sommes pas dans une lutte désespérée pour notre survie, que le 11 septembre n'a rien changé (sauf si nous ne faisons rien), et qu'il est temps de regarder enfin les défis réels qui nous attendent, nous et notre monde, pendant qu'il en est encore temps. Le 11 septembre a fait 3 000 victimes dans le World Trade Center. Au moins 10 000 Africains meurent chaque jour du sida, de la tuberculose et de la malaria. Je ne préconise pas de baisser les bras devant le terrorisme, mais d'agir d'une manière plus subtile, et moins obsessionnelle que le président Bush. Il faut traquer et arrêter les cellules terroristes, mais sans nous aliéner le reste du monde. La guerre en Irak était le contraire de ce qu'il fallait faire. Elle a enflammé cette nation au point que les citoyens des Etats-Unis et des pays sympathisants, comme l'Espagne, sont pris pour cibles dans des dizaines de pays.

Les « conseillers itinérants » du Département d'Etat, qui sillonnent de vastes zones d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient, causent des ravages dans les domaines du tourisme, des investissements étrangers et du commerce. Au nom de leur sécurité nationale, les Etats-Unis ont annulé ou différé les visas de milliers d'étudiants originaires de pays musulmans, qu'ils soient Africains, Moyen-Orientaux ou Asiatiques, ce qui n'a fait qu'augmenter la mauvaise disposition à notre égard de ces jeunes qui seront les dirigeants de demain.

Nous oublions que les gens des autres pays vivent et respirent, qu'ils ont des familles, des aspirations et même des factures à payer. Et qu'il ne faut donc pas les considérer comme de simples objets à manipuler. L'immense majorité du monde musulman n'a pas de désir plus cher que de vivre en paix avec nous, de commercer avec nous à notre bénéfice mutuel et de pouvoir envoyer ses enfants dans nos universités. Pourtant, cette même majorité a perdu confiance dans les intentions américaines après que nous ayons envahi leurs territoires, aveugles que nous fûmes à leurs combats pour la survie économique et la dignité, en tentant d'imposer à l'Irak une occupation de style néo-colonial sans avoir été le moins du monde capables de régler le problème du Proche-

Orient en travaillant à la création de deux Etats, ce qui aurait mis fin une fois pour toutes au conflit israélo-palestinien.

2. Le vrai combat, c'est de vivre ensemble sur une planète bondée.

Le défi majeur et incontournable auquel nous devons faire face, c'est l'explosion démographique mondiale, qui a fait passer notre population de 1,6 milliard d'humains il y a un siècle à 6,3 aujourd'hui et la portera à 8 ou 9 dans une cinquantaine d'années. Cette explosion fait peser sur les terres et les océans une pression qui croît de façon alarmante - ce qui ne nous empêche pas de garder les yeux obstinément fermés sur les conséquences désastreuses de nos comportements. Selon les scientifiques, la surpêche a fait décliner d'une façon vertigineuse les réserves halieutiques des principaux océans. Dans le même temps, les changements climatiques à long terme engendrés par l'activité humaine commencent à faire sentir leurs ravages.

On ne peut ignorer cette situation démographique sans précédent, sauf à courir à la catastrophe. La bonne nouvelle, c'est que la population mondiale se stabilisera d'ici quelques décennies ; la mauvaise, c'est que nous atteindrons plusieurs milliards de plus, ce qui accentuera la pression sur les écosystèmes de la planète, et sur les relations entre humains. Le défi socio-écologique essentiel que nous ayons à relever est donc de vivre dans la paix et la prospérité dans un monde surpeuplé. Les mégapoles urbaines peuvent être hautement positives - venez donc voir à New York - mais elles peuvent tout aussi aisément déboucher sur des explosions de type écologique et politique si nous ne montrons pas plus de prudence et de sympathie que ce n'est le cas aujourd'hui.

New York montre, en effet, à quel point des gens d'une extraordinaire diversité d'origines nationales et ethniques peuvent vivre en bonne entente, dans la paix et l'efficacité. Mais cette ville dépend d'un ensemble ahurissant d'institutions visant à protéger la santé publique, la qualité de l'eau, à traquer les cas de SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère), de tuberculose et de virus du Nil, à maintenir en bon fonctionnement les routes, les ponts, le métro et le réseau énergétique. Et tout cela marche, la plupart du temps, et marchera aussi longtemps que les autorités investiront dans l'avenir. Relâchons nos efforts, gaspillons-les dans la guerre, réduisons d'une manière inacceptable les impôts et taxes diverses, et nous nous préparons un avenir sombre.

Qui plus est, la population urbaine des pays pauvres

s'accroîtra de près de 2 milliards de personnes dans les trente prochaines années, ce qui constitue un défi qu'on a peine à mesurer en ce qui concerne l'environnement tant local que mondial. Ces populations grouillantes disposeront-elles d'emplois ou le protectionnisme américain leur interdira-t-il tout espoir de connaître un sort meilleur ? Les jeunes Pakistanais et Péruviens pourront-ils se former aux métiers de l'informatique parce qu'on leur permettra d'exporter leurs services vers notre pays, et donc d'ouvrir la voirie de leur développement économique, ou bien deviendront-ils des sympathisants de Ben Laden ou du *Sentier Lumineux* ? Notre phobie actuelle, irrationnelle, concernant l'exportation d'emplois - qui permettrait à des pays pauvres de nous vendre des produits tout comme nous le faisons avec eux - nous cachera-t-elle le fait que c'est la liberté de commerce, la liberté de circulation des personnes et des idées qui nous donneront le plus sûr espoir de vivre en paix dans un monde surpeuplé ?

3. C'est la science qui nous a conduit dans cette situation, c'est elle qui nous en sortira.

Sur les 6,3 milliards d'hommes qui vivent sur la planète, plus d'un milliard vit dans un luxe et une sécurité inimaginables dans le passé, tandis que quatre autres vivent en-dessous du niveau de pauvreté. Sans la science, nous en serions tous réduits à vivre - voire, à lutter pour survivre - comme le fait le milliard le plus pauvre de la planète - un sixième de la population mondiale - qui vit pratiquement comme le faisait l'humanité avant les révolutions scientifiques et industrielles du XIX^e siècle. Sans la science, nous serions dans l'incapacité de nourrir 6,3 milliards d'hommes, sans parler des 3 autres qui se profilent à l'horizon. Ce sont des découvertes scientifiques fondamentales qui ont rendu possibles les énormes augmentations de production alimentaire des cent dernières années et, donc, permis à une bonne partie du monde de sortir de la faim chronique et de la pauvreté extrême qui étaient pratiquement de règle jusque-là.

Cependant, si la science a été la servante du progrès, notre société a du mal à prendre véritablement la mesure de son rôle, et à entendre les avertissements qu'elle nous adresse sur les profonds dégâts que nous infligeons aux écosystèmes mondiaux et les dangers auxquels nous nous exposons. Et ces dangers vertigineux, nous ne les surmonterons pas si trop d'Américains croient la science réservée aux « minables » et le créationnisme aux hommes véritables.

Chaque jour, notre société vit des découvertes de la physique quantique et de la biologie - nos

ordinateurs seraient impossibles sans les semi-conducteurs, tout comme nos nouveaux médicaments sans la biologie moléculaire moderne - ce qui n'empêche pas une large fraction de notre société de s'accrocher aux pseudo-sciences. Les attaques de l'Administration Bush contre la communauté scientifique ont été d'une étroitesse d'esprit tout à fait particulière - fruits tant d'une ignorance de la véritable nature de la science que d'une pêche aux voix des fondamentalistes chrétiens.

En 2001, un sondage Gallup a montré que seuls 12 % d'Américains adhèrent à la théorie darwinienne de l'évolution, 37 % autres croyant en une évolution dirigée directement par Dieu. Qui plus est, 45 % de nos concitoyens préfèrent une version fondamentaliste de la Création. Nous pourrions laisser les créationnistes à leur ignorance béate, mais c'est un luxe que nous ne pouvons nous permettre. Car non seulement cette partie scientifiquement inculte de la population peut, en promouvant le créationnisme, pervertir l'ensemble du système éducatif, mais l'ignorance de la science chez le grand public contribue dans de nombreux domaines à renforcer l'irresponsabilité de nos politiques, comme le montre, par exemple, l'impasse pernicieuse que fait notre gouvernement sur les changements climatiques engendrés par l'homme. Ce thème du changement climatique est, par exemple, rejeté de la page éditoriale du *Wall Street Journal*, qui est devenu un bastion bredouillant de l'ignorance scientifique, et dont l'absurdité encourage la confusion et l'immobilisme politiques.

4. Ce qu'il nous faut, c'est une éthique mondiale qui prévale sur les croyances religieuses particulières.

Aussi importante que soit la science pour notre avenir, elle ne suffit pas, à elle seule, à fixer des objectifs à une société. Celle-ci a encore besoin de partager des préceptes moraux. Pour cela, nombre d'Américains se tournent vers leurs diverses religions. Mais le message de la religion peut être aussi négatif que positif. Pour chacune des admonitions puissantes, telles que « *agis avec les autres comme tu aimerais qu'ils agissent avec toi* » et « *aime ton prochain comme toi-même* », il existe des systèmes de croyances religieuses injustes et blessants, censés assurer le salut à leurs seuls adhérents.

La religion divise, souvent violemment, autant qu'elle élève. Elle se trouve au cœur de nombre, sinon de la plupart des guerres actuelles. Je crains que nous ne vivions des explosions collectives de plus en plus nombreuses et fortes si nous ne travaillons dur à trouver une nouvelle éthique qui transcende toutes

les traditions religieuses particulières. En cela, la science nous est fort utile. La génétique montre à l'évidence que nous sommes tous des Africains, les descendants communs du petit groupe plein d'audace d'*homo sapiens* qui a quitté le continent il y a environ 70 000 ans. Nous partageons un même patrimoine génétique, tout comme nous partageons un même destin. Nous sommes tous des Africains, et cherchons tous ardemment à trouver sens et bonheur dans nos vies, celles de nos enfants et des enfants de nos enfants. De ce sort commun résulte également la possibilité puissante de nous discerner une destinée et un dessein partagés. Personne ne l'a mieux dit que le président Kennedy lorsqu'il fit observer, à la veille de la crise des missiles de Cuba où l'on a cru le monde au bord de l'Apocalypse, qu'« *en fait, ce qui nous unit le plus fondamentalement, c'est que nous habitons tous cette petite planète. Que nous respirons tous le même air.*

Que nous avons tous le souci de l'avenir de nos enfants. Et que nous sommes tous mortels. »

5. Pas de panique, Monsieur Cheney. Il y en a assez pour tout le monde.

C'est le vice-président Cheney qui a été le moteur de la montée du militarisme américain, en grande partie parce que, pour lui, le monde se réduit à une gigantesque bagarre pour la survie. Le contrôle sur le Moyen-Orient n'a d'autre but que d'assurer la sécurité de l'approvisionnement en pétrole - et donc la sécurité nationale - des Etats-Unis. Toutes ses idées sont fondées sur la croyance que le monde est une lutte incessante pour s'approprier des ressources rares et indispensables - une façon de voir très profondément ancrée dans la nature humaine, et qui vaut encore pour une bonne part de l'humanité.

Au fameux poster anti-guerre de l'an dernier, qui demandait « *comment notre pétrole arrive-t-il sous leur sable [des Arabes] ?* », le vice-président a donné l'impression de répondre que ce sable nous appartenait aussi. La guerre en Irak n'avait pas pour seul objet de faire tomber Saddam, mais d'assurer la sécurité énergétique de notre pays pour les générations futures - une sécurité non seulement vis-à-vis des islamistes, mais aussi des Chinois et des autres peuples qui pourraient oublier l'exigence, qui paraît naturelle aux Etats-Unis, de s'assurer la priorité dans l'appropriation de ressources mondiales destinées à être de plus en plus rares.

Mais c'est là une façon de voir archaïque et fausse. Les avancées de la science et de la technologie ont mis assez de ressources à la disposition de tous. Inutile, donc, de faire la guerre pour cela. Tout ce

qu'il nous faut faire, c'est de penser plus clairement que nous ne le faisons aujourd'hui. Il arrive souvent que dans une même famille, des enfants se disputent devant une table, si gorgée soit-elle de plats ; aujourd'hui, ce sont des adultes qui font de même et dépensent des centaines de milliards de dollars en guerre même s'il y a assez de ressources pour tous.

La lutte née de la rareté de ressources fut naturellement la force motrice de la société humaine pendant des millénaires, mais les percées technologiques des deux derniers siècles nous ont offert la perspective d'une autre percée : celle de sortir de la lutte naturelle, « bec et ongles », qui avait été si longtemps de règle. En accumulant de vastes réserves d'énergies via les hydrocarbures, l'électricité solaire, les énergies éolienne et hydroélectrique, nous avons pu sortir des contraintes d'une existence régie par l'exigence de survie. L'ancienne puissance solaire, enterrée dans les couches de pétrole et de gaz naturel, nourrit désormais le monde sous forme de fertilisants et d'engrais ; la puissance solaire d'aujourd'hui, engrangée dans les piles photovoltaïques, peut aider à lancer une révolution de l'information dans les villages d'Afrique et d'Inde. En somme, nous ne risquons pas de manquer d'énergie, même s'il est probable que les réserves pétrolières diminuent fortement dans les prochaines décennies. Car les technologies existent déjà qui convertiront pour des siècles de vastes quantités de charbon, de goudron et schiste bitumeux en pétrole ou même en hydrogène et autres sources et vecteurs d'énergies.

Mais avant d'utiliser ces alternatives en toute sécurité et à bas prix, il reste un travail considérable à faire pour les améliorer et mettre en chantier de nouvelles politiques environnementales qui assureront la sécurité de leur utilisation. Notre gouvernement a vaguement, pour ne pas dire moins, pris conscience des tâches qui nous attendent ; pour ce qui est des investissements nécessaires, cela ne vaut guère la peine d'en parler.

Bref, nous gaspillons des centaines de milliards de dollars et des milliers de vies dans l'effort effréné que nous menons pour nous assurer des champs pétrolifères du Moyen-Orient quand l'investissement d'une infime fraction de ces sommes dans les sources d'énergie alternatives produirait une énergie bien plus durable, moins chère et plus propre pour les générations à venir. Tel est le prix à payer pour avoir élu un gouvernement qui néglige et ridiculise le potentiel de la recherche scientifique.

6. Notre richesse a beau être immense, nous la saccageons quand même.

Poussés par une négligence stupide et une ignorance désastreuse de la science, nous nous dirigeons droit dans le mur, que ce soit sous forme d'une profonde dégradation du climat, des océans, des forêts tropicales humides ou de la mise en danger de ces autres espèces animales qui sont nos compagnes. Nous fermons délibérément les yeux à l'évidence. Le changement à long terme du climat est réel, et dangereux. Nous en voyons peut-être déjà les premiers signes, massifs et imprévisibles. Peut-être les sécheresses interminables qui frappent certaines régions d'Afrique, la canicule exceptionnelle qu'a connue l'Europe en 2003, les sécheresses sans commune mesure qui ravagent le sud-ouest américain, pour ne pas mentionner bien d'autres événements extrêmes, relèvent-ils d'une sorte de malchance accidentelle, mais peut-être s'agit-il d'autre chose. Ce qui semble clair, en tout cas, c'est que des phénomènes autrefois séculaires tendent maintenant à se produire plusieurs fois par siècle. Et il semble, depuis peu, que de tels changements annoncent une extinction d'espèces sur une échelle sans précédent et d'immenses risques pour nombre de greniers alimentaires de la planète.

La situation est tout aussi dramatique en ce qui concerne les écosystèmes majeurs, que ce soit les barrières de corail, les forêts tropicales, les réserves halieutiques de nos océans, les mangroves, les marais... Dans quel que domaine de l'environnement biologique terrestre que ce soit, le gonflement temporaire de la population mondiale combiné à la négligence inconsidérée des impacts causés par l'action de l'homme conduisent à une situation porteuse de conséquences très graves.

Pourtant, une fois encore, il suffirait d'un peu de prudence, de mieux entendre la voix de la science et d'investir sur le long terme une petite part de nos revenus actuels pour conjurer, pour inverser nombre de ces sombres perspectives. Si nous consacrons quelques dizaines de milliards de dollars par an - une fraction de ce que nous coûte la guerre en Irak ou les réductions d'impôts, et moins de 1% de notre revenu annuel - nous pourrions mettre au point de nouveaux systèmes d'énergie pour capter et utiliser en toute sécurité les émissions de carbone qui sont à l'origine du changement du climat mondial. Nous pourrions préserver des écosystèmes vitaux - comme l'Amazonie, la forêt tropicale du Congo, l'Asie du Sud-Est - ce qui, non seulement serait d'une aide précieuse pour nourrir, renforcer nos vies et notre survie, mais favoriserait l'héritage planétaire de la biodiversité, héritage d'une valeur inestimable et irremplaçable.

7. Demander davantage aux grandes fortunes.

Les possesseurs de grandes fortunes ont fait pression pour obtenir des réductions d'impôts, réductions dont ils n'ont pas besoin, et fui leurs responsabilités internationales. A quelques rares exceptions près comme Bill Gates, George Soros, Gordon Moore, qui ont reversé leurs immenses richesses au service du bien public. Mais ces grands philanthropes sont rares. Les façons de faire, les dispositions actuelles pratiquées aux Etats-Unis, qui font que les très riches le deviennent encore plus pendant que les plus pauvres du monde meurent de leur misère, ne dureront pas. Si les grandes fortunes ne font rien pour revenir à la mesure, elles finiront victimes d'explosions sociales, que ce soit aux Etats-Unis ou dans le reste du monde.

La mesure la plus simple à prendre, c'est d'inverser la politique de réduction d'impôts du président Bush. Quand les « idéologues de l'Upper West Side » [milieu intellectuel new-yorkais situé entre libéralisme, au sens américain, et altermondialisme] appellent à arrêter la baisse des impôts, comme je le fais, nous sommes immédiatement taxés d'élitisme, accusés de ne pas comprendre les difficultés qu'a l'Amérique à joindre les deux bouts.

Mais les réductions d'impôts, loin d'améliorer les perspectives de la classe laborieuse, les ont assombries d'une manière dramatique. Les victimes de cette politique, ce sont les ménages de bas et moyens revenus. G. Bush leur avait affirmé que tous en bénéficieraient, même si une infime fraction de la population (les riches) en tirerait plus avantage que les classes laborieuses et pauvres, simplement parce qu'elles paient plus d'impôts. Mais c'est pure sophistique. Alors que les baisses d'impôts profitent sans commune mesure aux riches - près de 50 % pour ces derniers contre 5 % pour les autres classes - il en résulte un déficit budgétaire que tous doivent payer. Si, comme la Maison blanche le propose, ces déficits budgétaires sont compensés finalement par des coupes dans les financements publics, les pertes subies par les classes laborieuses dépasseront de loin les maigres gains occasionnés par les baisses de taxes. Seules environ 15 % des plus riches en profiteront vraiment financièrement, compensés qu'ils sont par les avantages accordés aux investissements *off-shore*.

Le fait évident, c'est que les grandes fortunes des Etats-Unis sont parties avec l'argent durant les dernières années, et qu'elles seront les premières à devoir payer le rééquilibrage du budget, l'aide aux classes pauvres et des investissements environnementaux sûrs et sains. Il est juste que les employés paient leur tribut, mais les réductions fiscales de G. Bush ne font que les enfoncer

davantage.

La première mesure saine serait de prendre le contre-pied des baisses d'impôts que le président a octroyé aux 20 % des revenus supérieurs, réduisant ainsi de 60 % les baisses d'impôts. Mais il faudrait aller plus loin. Pour les fortunes les plus hautes, nous devrions instaurer une surtaxe « *Sauver le Monde* », destinée directement à aider les pays les plus pauvres. Il existe à peu près 635 000 contribuables dont le revenu annuel dépasse les 500 000 dollars. Ces super-riches partagent un revenu d'environ mille milliards de dollars par an, c'est-à-dire d'un million et demi par tête. Collectons 5 % de ces revenus, et nous aurons 35 milliards de dollars - juste la somme dont les Etats-Unis auraient besoin pour aider les pays les plus pauvres. Quoi de plus beau, et de plus efficace, que de voir les gens les plus riches de la planète partager un faible pourcentage de leurs immenses revenus pour aider à sauver chaque année des millions de gens de la mort de faim ?

8. L'Amérique n'est pas Rome

Les néoconservateurs ont fait des Etats-Unis la nouvelle Rome. Ce qui n'a rien d'un précédent glorieux. La Russie s'est longtemps considérée comme la Troisième Rome (après l'Empire romain et la Nouvelle Constantinople). Si nous persistons à entretenir de telles illusions, nous suivrons le sort qui a jeté l'URSS dans le précipice.

Les Etats-Unis jouissent d'une économie et d'une puissance militaire sans égales, mais ils n'ont ni les moyens, ni la volonté, ni aucune raison d'essayer de régir le monde. D'ici 2050, l'économie chinoise équivaldra largement la nôtre, sans compter que l'Inde pourrait également nous rattraper en matière de balance des paiements. Empêchant un désastre planétaire, le centre de gravité du monde se déplacera vers l'Asie, à mesure que ces grands pays combleront le fossé technologique qui s'était ouvert au cours des deux derniers siècles.

L'erreur la plus grande que commet l'Amérique, c'est de croire que sa position dominante d'aujourd'hui résulte d'une faveur divine censée maintenir ce pays à la tête des nations. La façon « autocongratulatory » dont les Etats-Unis se considèrent comme la seule « ville phare » du monde est une variante du créationnisme. En fait, ce qui leur a donné leur prééminence économique actuelle, c'est un territoire vaste et favorable, des institutions politiques et économiques pertinentes, la volonté d'intégrer chez eux tous les immigrants durs à la tâche et créatifs de la planète, ainsi qu'une politique précoce et soutenue en matière de science et de

technologie. Mais le succès de l'Amérique peut et sera reproduit partout, au grand bénéfice de tous les hommes.

Le Japon, puissance manifestement non occidentale, a saisi sa chance au XIXe siècle. La Chine a commencé à se réveiller au cours des années 1970, et l'Inde est aujourd'hui en pleine ascension. Et cela comme résultat de ces mêmes politiques en matière d'éducation, de science et de technologie qui ont été si favorables aux Etats-Unis.

Le progrès de la prospérité sur la planète est une bonne nouvelle pour tous. La pauvreté est en chute libre et les revenus s'élèvent, non pas aux dépens du bien-être de notre pays, mais en étendant les bienfaits de la science et de la technologie à une partie sans cesse plus large de l'humanité. Et la prospérité est rapidement suivie par la démocratie et la stabilité sociale.

9. Si nous ouvrons la voie, Washington suivra.

La science et la technologie, mobilisées par une éthique de responsabilité partagée, peuvent combattre la maladie et la faim, et prévenir ou atténuer le changement climatique à long terme. Mais cela ne peut se faire que si nous essayons. Nous sommes, à coup sûr, la première génération dans l'histoire humaine qui soit en mesure de mettre définitivement fin à la misère sur cette planète. Avec prudence et persévérance, nous pourrions aussi investir dans la recherche et le développement, et mettre en place une infrastructure nouvelle qui nous permettra de jouir de notre prospérité. Nous

pourrions instaurer de la diversité dans nos systèmes énergétiques et gérer nos besoins en phase avec les défis écologiques qui pèsent de plus en plus sur notre planète. Bref, nous sommes les héritiers heureux d'un monde dont les connaissances scientifiques et technologiques ont fait un bond sans précédent dans l'histoire, et moins divisé que jamais auparavant par des idéologies économiques. Ce nouveau millénaire s'est ouvert sur un vaste panorama de tout ce que nous pouvons accomplir.

Nous sommes pourtant partis d'une manière exceptionnellement mauvaise, non seulement à cause du 11 septembre, mais de la façon désastreuse dont nous y avons réagi. Mais il est encore temps d'y remédier. Nous tous, Américains, devons adopter un nouveau mode de comportement, sans attendre, cette fois, Washington. Puisque nos dirigeants ne prendront pas leurs responsabilités dans ce changement, c'est à vous, à moi et à des millions comme nous, de nous lancer dans cette cause à leur place.

Article paru aux Etats-Unis, dans le magazine Esquire, en mai 2004. Reproduit avec la permission de l'auteur.

Auteur : Jeffrey D. Sachs, professeur de développement durable et de gestion de la santé à l'université Columbia, à New York (Etats-Unis).

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()